

*Questions orales*

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports):** Monsieur le Président, je remercie le député pour son intervention. Je sais que cette question le préoccupe. Je suis en mesure de confirmer qu'une réunion a été prévue pour le début de mai, grâce à lui. Des représentants du CN, des représentants syndicaux et des représentants de mon ministère y participeront; ils examineront la situation pour voir s'il est possible de proposer d'autres formules.

\* \* \*

**L'ADMINISTRATION**

## LES BUREAUX MINISTÉRIELS RÉGIONAUX

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Approvisionnements et des Services, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Pourrait-il nous expliquer pourquoi d'une part, le gouvernement tourne le dos aux travailleurs pensionnés du pays, et d'autre part, il approuve l'établissement de six bureaux ministériels dans le pays? Selon nos sources, les locaux pour le bureau de Colombie-Britannique coûteront à eux seuls près de \$87,000. Ne pense-t-il pas que c'est un peu cher pour un petit salon régional?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, comme ma vis-à-vis le sait fort bien, depuis longtemps, les ministres ont droit à un bureau à l'extérieur de la région de la Capitale nationale lorsque leurs fonctions le justifient. C'était le cas sous l'ancien gouvernement et nous ne faisons que perpétuer la tradition. Dans les grands centres, nous avons regroupé certains de ces bureaux.

## LE COÛT DES BUREAUX

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, je sais que le projet relatif à la Colombie-Britannique, par exemple, prévoit des locaux pour la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ainsi que pour deux autres ministres. Le ministre n'est-il pas un peu gêné du fait que l'intérêt sur le coût du bureau de Vancouver seulement, que nous estimons de façon conservatrice à \$250,000 par an, pourrait permettre la location d'une chambre d'hôtel à \$100 la nuit pendant 250 nuits sur les 365 jours de l'année? Juge-t-il vraiment nécessaires ces salons régionaux pour ministres à partir desquelles ils peuvent élargir leur propre base politique et faire marcher leur machine à propagande comme ils l'ont fait avec les billets pour Expo 86?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, je suis heureux de signaler à la Chambre que nous n'aurons pas besoin de locaux supplémentaires. En fait, à la suite de cette initiative, le coût total des bureaux ministériels à l'extérieur de la région de la Capitale nationale baissera, ce qui va parfaitement dans le sens de la meilleure gestion des deniers publics que nous souhaitons.

Des voix: Bravo!

\* \* \*

**L'AGRICULTURE**

## LA VENTE DE BLÉ AMÉRICAIN À L'ALGÉRIE

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Nous avons tous été scandalisés d'apprendre, cette semaine, que les Américains comptent se servir de leurs subventions massives pour nous souffler notre marché du blé en Syrie. Ils l'ont déjà fait en Algérie. Le ministre sait-il qu'au cours des six derniers mois, les Américains ont signé 11 accords pour la vente de un million de tonnes de blé à l'Algérie? Ils ont notamment vendu du blé à \$103 la tonne avec une subvention, croyez-le ou non, de \$54.38 la tonne. Le ministre est-il au courant? Que compte-t-il faire?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je peux dire au député qu'effectivement le ministre de l'Agriculture est au courant. Je dirais que cette question devrait plutôt s'adresser au ministre d'État chargé de la Commission canadienne du blé.

**M. Nystrom:** Il n'est pas là.

**M. Wise:** En fait, il est en route pour Toronto où il doit rencontrer le comité de l'agriculture de l'Association des banquiers canadiens au sujet des intérêts des cultivateurs canadiens. J'ai discuté de la question avec le ministre ce matin. D'après nos premiers renseignements, ce marché s'intéresse surtout au blé dur canadien. Le programme du gouvernement américain n'est pas orienté dans cette direction. Selon nos derniers renseignements, nos ventes à ce pays se maintiennent au même niveau.

## LES SUBVENTIONS DONT BÉNÉFICIENT LES AMÉRICAINS

**M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville):** Monsieur le Président, comme ces subventions massives n'ont commencé que depuis quelques mois, le ministre ne croit-il pas, comme la Commission du blé, que les Américains vont nous souffler certains de nos marchés et violer ainsi l'accord international sur le blé? S'il est d'accord, a-t-il l'intention de porter plainte devant le Conseil international du blé, à Londres?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, il est inutile de se perdre en spéculations. Les résultats et les conséquences sont déjà sous nos yeux. Le gouvernement est conscient de la situation. En fait, le ministre des Finances et le premier ministre en ont fait état dans les réponses qu'ils ont données aux questions qui leur ont été posées à la Chambre cette semaine. Le ministre des Finances a mentionné le rôle de premier plan qu'il avait joué au nom du Canada à l'assemblée de l'OCDE. Le député verra certainement le ministre des Finances, le premier ministre et d'autres membres du cabinet jouer également un rôle prépondérant, dans l'intérêt des agriculteurs canadiens, d'ici très peu de temps.